La Ligue de Défense Juive est chez elle en France

La Ligue de Défense Juive est chez elle en France

Depuis maintenant plusieurs années, un groupe terroriste, pour reprendre la terminologie d'Etat, sévit en France en toute impunité. Agressions contre des militants, des écrivains, des cinémas, des théâtres, des studios de télévision, insultes racistes, appels au lynchage… La liste est longue de toutes les exactions qui, si elles étaient le fait de n'importe quel autre groupuscule, seraient sévèrement réprimées et justifieraient une dissolution immédiate.

Alors que les médias et les politiques sont focalisés sur la menace des « islamistes », les agissements de la Ligue de Défense Juive semblent passer inaperçus. Pourtant, les services de police connaissent fort bien cette organisation très structurée, dont la dangerosité est communément avérée, mais qui bénéficie de très solides soutiens.

La Justice en effet, tant sous des gouvernements de droite que de gauche, semble ne pas considérer les faits comme importants. Au contraire, les affaires sont souvent étouffées, les victimes sont parfois mises en examen et le grand public, jamais, n'est tenu informé des activités de cette milice juive.

Le Comité Action Palestine tient à dénoncer une fois de plus la complicité de l'Etat français avec l'Etat sioniste d'Israël. L'impunité et la liberté d'action dont bénéficie la Ligue de Défense Juive est une preuve supplémentaire que la France apporte un soutien inconditionnel à la politique criminelle d'Israël et ce, en allant jusqu'à bafouer les règles les plus élémentaires du Droit et de la Justice sur son propre territoire national.

Plus que jamais, le Comité Action Palestine reste convaincu que le soutien à la libération du peuple palestinien doit s’exercer également en France, rouage essentiel du sionisme international.

Comité Action Palestine

Bientôt la fin du sionisme ?

L’histoire de l’entité coloniale nommée Israël n’a été qu’une longue et sombre histoire de guerres, de massacres et de spoliation .
Du 15 septembre au 18 septembre 1982, les habitants palestiniens et libanais des camps de réfugiés de Sabra et Chatila dans la partie occidentale de Beyrouth sont encerclés et méthodiquement massacrés par l’armée israélienne sous commandement d’Ariel Sharon et les milices chrétiennes libanaises. On parle alors de 3000 victimes mais les chiffres, faute d’enquête indépendante, apparaissent très en deçà de la réalité. Comme à leur habitude, les sionistes couvrent l’histoire de leur voile de mensonges. L’intervention dans les camps de Sabra et Chatila aurait eu pour objectif de démanteler les structures opérationnelles de L’OLP. Mais dès le 1er septembre 1982, les 11 000 combattants de l’OLP avaient quitté Beyrouth. L’objectif inavoué, avéré, du bain de sang prémédité et perpétré par les sionistes et les phalangistes était de terroriser les réfugiés palestiniens pour les éloigner davantage de la terre de Palestine, pour empêcher tout retour réel dans leur patrie et faire du droit au retour un droit totalement illusoire.
Sabra et Chatila n’est malheureusement qu’un épisode dans le plan sioniste d’annexion et de judaïsation de toute la Palestine. **L’ère des massacres commence dès la création de l’Etat d’Israël** . Pour ne citer que les plus importants, il y eut celui de Deir Yassine (1948), de Qibia (1954), de Jenine

(2002) ou de Gaza (2009). L'Etat d'Israël a été édifié sur la Nakba ou « grande catastrophe » pour les Palestiniens : 500 villages furent rasés de la carte, les terres expropriées et 800000 Palestiniens forcés à l'exil. Le massacre de Deir Yassine, au cours duquel périrent 254 personnes, s'inscrit ainsi dans la logique sioniste de purification ethnique : il a précipité le départ des populations palestiniennes vers l'exil. Aujourd'hui, les réfugiés palestiniens, au nombre de 6 millions, attendent toujours l'application de la résolution 194 de l'ONU sur le droit au retour voté en 1948 !

Mais au grand désespoir des dirigeants sionistes, la situation politique a radicalement changé et les coûts des massacres surpassent aujourd'hui les bénéfices politiques qu'ils peuvent en retirer.

Parce que la résistance populaire est plus forte, le transfert massif des Palestiniens n'est plus une option envisageable pour les sionistes. Malgré le déluge de feu qui s'est abattu sur Gaza en décembre 2008 et janvier 2009 faisant plus de 1500 morts et 5000 blessés, Gaza n'est pas tombée, Gaza est restée libre. Malgré la tuerie, Israël a connu la défaite sur le plan militaire et sur le plan politique. Au niveau militaire, l'armée d'occupation n'a atteint aucun de ses objectifs stratégiques, en particulier le démantèlement du Hamas. Après la défaite au Liban en juillet 2006, c'est un nouveau coup très dur que vient d'encaisser cette armée israélienne qui, il n'y a pas si longtemps encore, se prétendait invincible. Au niveau politique, l'attaque de Gaza a été tout aussi contre-productive : elle a renforcé la mobilisation pro-palestinienne à travers le monde et a remis fortement en question la légitimité de l'Etat sioniste.

Et, c'est désormais dans l'ensemble du monde arabe et musulman que les révoltes populaires ébranlent l'ordre politique régional imposé dans l'intérêt de l'entité sioniste. Partout les peuples sont clairement antisionistes et exigent l'arrêt de toute collaboration avec Israël.

Face à ces mouvements populaires qui s'inscrivent dans une logique de contestation du néo-colonialisme et du sionisme, les puissances occidentales mettent tout en œuvre pour briser l'élan révolutionnaire. Après avoir instauré le chaos en Libye et imposé un régime aux ordres dans le but de faire main basse sur le pétrole, l'Occident s'acharne désormais sur la Syrie. « Au nom des droits de l'homme et de la démocratie », il s'agit de substituer au régime Baasiste de Bachar al Assad, une coalition politique prête à collaborer sur un plan économique et géostratégique avec le bloc impérialo-sioniste. Il s'agit surtout de briser l'axe de la résistance régionale au sionisme, axe constitué de l'Iran, de la Syrie, du Hezbollah et des factions nationalistes libanaises anti-israéliennes ainsi que de la résistance palestinienne.

A présent, les peuples arabes et la résistance palestinienne doivent surmonter une intense offensive contre-révolutionnaire. L'impérialisme et ses alliés historiques locaux, Arabie-Saoudite et Qatar principalement, envoient des mercenaires déguisés en « djihadistes » pour déstabiliser les Etats « non-alignés » de la région comme la Syrie et l'Algérie (à travers la guerre civile au Mali). La stratégie de l'OTAN est de maintenir sans cesse les menaces d'intervention sur les Etats inféodés comme l'Iran, la Syrie ou l'Algérie en espérant ainsi les faire plier.

Même dans les pays qui ont connu des soulèvements révolutionnaires, certains actes et prises de positions des nouveaux dirigeants viennent renforcer la politique guerrière et pro-occidentale des pétromonarchies. Ainsi les Frère musulmans d'Egypte, de concert avec les « Pinochets arabes », appellent à la chute du régime baasiste de Syrie en pleine conférence des Etats non-alignés organisée par l'Iran. En Tunisie a été organisée la conférence des « amis de la Syrie » pour appeler à des sanctions contre le régime syrien. De même, malgré certaines promesses électorales, les politiques de normalisation avec l'entité sioniste ont été maintenues.

Mais l'hégémonie occidentale et sioniste est en déclin . Des puissances émergentes telles que la Chine et la Russie et des Etats du «Mouvement des Non-Alignés » (Venezuela, Afrique du Sud, Algérie…) renforcent cet axe de résistance conduit par l'Iran, et s'opposent aux ingérences préméditées par l'OTAN et ses complices au Moyen-Orient. Par ailleurs et malgré le terrorisme et la manipulation médiatique, le peuple syrien et une partie de l'opposition au régime ont compris les véritables enjeux de cette tentative de déstabilisation : comme en Irak, il s'agit de diviser le pays sur des bases confessionnelles ou ethniques afin d'isoler, d'affaiblir et sans doute attaquer l'Iran, le seul véritable ennemi d'Israël dans la région. Cet interventionnisme à tout va de l'Occident est bien le signe de l'essoufflement de sa domination dans cette partie du monde, comme semblent le montrer les échecs en Palestine, au Liban, en Irak, en Afghanistan et bientôt en Syrie.

En Palestine , l' « Autorité palestinienne » poursuit la coopération sécuritaire et économique avec l'occupant. Les arrestations et les assassinats de responsables de la résistance sont toujours aussi nombreux. La « judaïsation » d'Al-Quds s'amplifie et les assassinats racistes de Palestiniens de tous âges se multiplient. Dans un contexte politique régional pourtant favorable à la cause palestinienne, les atermoiements du Hamas, ainsi que son inclination à légitimer l'interventionnisme des pétromonarchies du Golfe, entravent la lutte de libération nationale palestinienne. Mais le peuple reste déterminé et n'accepte ni les compromissions ni les concessions, refusant ainsi l'attentisme et le statu quo des organisations politiques. Dans les prisons, les résistants poursuivent sans relâche leur grève de la faim. Et depuis le 4 septembre 2012, des manifestations de masse ont lieu en Cisjordanie pour dénoncer l'occupation et rejeter la politique de collaboration menée par l' « Autorité palestinienne ».

En Palestine occupée, le peuple palestinien est toujours debout, uni et résistant depuis plus de soixante ans contre l'infernale machine de guerre coloniale israélienne. Il nous indique la voie à suivre. Nous, membres du CAP, nous sommes à ses côtés sur ce chemin pour réaffirmer que la Palestine est arabe, et soutenir sa lutte jusqu'à la victoire de la résistance et la satisfaction des revendications légitimes :

- **La condamnation du sionisme comme mouvement politique colonialiste et raciste.**
- **Le soutien inconditionnel à la résistance du peuple palestinien et à son combat pour son autodétermination et son indépendance nationale.**
- **La reconnaissance du droit inaliénable au retour de tous les réfugiés chez eux.**
- **La libération de tous les résistants emprisonnés.**

Comité Action Palestine

Soutien aux Sahraouis agressés à Pauillac

Nous, Comité Action Palestine, engagés pour l'autodétermination du peuple palestinien et contre toute forme de colonisation, dénonçons l'agression dont a été victimes mercredi et jeudi dernier à Pauillac un groupe de travailleurs saisonniers d'origine sahraouie (Sud Ouest du 5 octobre 2012) .
Faisant fi du droit international, la monarchie marocaine mène depuis 1975 une politique de colonisation au Sahara occidental. Le peuple sahraoui, comme le peuple palestinien, lutte sans relâche pour obtenir son droit à l'autodétermination.
Le CAP tient à affirmer sa solidarité avec la cause du peuple

sahraoui et des Sahraouis agressés à Pauillac.

Massacres de Sabra et Chatila : 30 ans.

L’histoire de l’entité coloniale n’est qu’une longue et sombre histoire de guerres, de massacres et de spoliation.
L’invasion du Liban par l’entité sioniste a coûté la vie à plus de 12 000 civils, fait quelque 30 000 blessés et a laissé 200 000 personnes sans abri. Les massacres des camps de réfugiés de Sabra et Chatila, dans la banlieue occidentale de Beyrouth s’inscrivent dans le contexte de la guerre lancée contre le Liban par le gouvernement sioniste depuis juin 1982.
Du 15 septembre au 18 septembre 1982, les habitants palestiniens et libanais des camps de réfugiés de Sabra et Chatila dans la partie occidentale de Beyrouth sont encerclés et méthodiquement massacrés par l’armée israélienne sous commandement d’Ariel Sharon et les milices chrétiennes libanaises. On parle alors de 3000 victimes, hommes, femmes enfants, vieillards, mais les chiffres, faute d’enquête indépendante, apparaissent très en deçà de la réalité. Comme à leur habitude, les sionistes couvrent l’histoire de leur voile de mensonges. L’intervention dans les camps de Sabra et Chatila aurait eu pour objectif de démanteler les structures opérationnelles de L’OLP. Mais dès le 1er septembre 1982, les 11 000 combattants de l’OLP avaient été expulsés de Beyrouth sous bonne garde des forces internationales composées de Français, d’Italiens et d’Américains. L’objectif inavoué mais avéré, de ce bain de sang prémédité est de terroriser les réfugiés palestiniens pour les éloigner davantage de la terre de Palestine. Ces massacres perpétrés par les sionistes et phalangistes avaient pour but d’empêcher tout retour réel et faire du droit au retour dans leur patrie un droit totalement illusoire.
Ces crimes restent impunis et aucune enquête internationale n’a été mise en œuvre pour déterminer et punir les coupables.

Comité Action Palestine

Réfugiés, une seule volonté : rentrer

le 5/9/2012 22:28:52 (*394 lectures*)

Réfugiés et résistants, réfugiés et combattants de la liberté, un seul et même sujet. Un seul verbe, rentrer. Un seul objet, la Palestine.

« Nous devons tout faire pour nous assurer qu'ils (les Palestiniens) ne reviendront jamais. (…) Les vieux mourront et les jeunes oublieront. » David Ben-Gourion, dans son journal, 18 Juillet 1948,

« Ben Gourion s'est trompé. Plusieurs générations peuvent mourir avant l'accomplissement de notre liberté, mais la flamme ne mourra jamais et les Palestiniens n'oublieront jamais. » Samah Jabr, palestinienne, Al Quds.

Plusieurs années d'errance, des alignements de tentes pendant une décennie, progressivement remplacés par des baraquements de quelques mètres carrés par famille, puis dans le même espace, peu à peu, des constructions en dur dont chaque nouvel étage est celui d'une nouvelle génération de réfugiés. Un labyrinthe de ruelles, larges comme les épaules d'un seul homme, propices à protéger les résistants et à échapper aux forces armées. Une porte ouverte sur un olivier de 60 ans, symbole de la patrie perdue. Des hommes, des femmes, des enfants, des vieux, que le temps concentre dans l'espace, avec toujours la même perspective, celle du retour.

Les réfugiés palestiniens sont avant tout la personnification des lieux dont ils ont été chassés, lieux qu'ils portent

désormais en eux. Après l'expulsion, la plus urgente des tâches est de pallier le danger de la dispersion. L'urgence vitale est de rétablir en exil, l'unité de lieu dont ils proviennent, l'unité de lieu qui les rattache les uns aux autres. Dans les camps de réfugiés, les villages de Palestine se recréent spontanément. Chaque clan se resserre, chaque communauté se reconstruit pour continuer à rendre vivante l'appartenance à la terre natale. Les clefs des maisons, qu'ils gardent précieusement, témoignent de la Nakba et attestent de cet attachement qu'ils se transmettent de génération en génération.
Après le regroupement des membres de la patrie en exil au sein des camps, revient aux réfugiés une seconde tâche plus politique. Il faut impérativement reformer le corps national. De là, naît la Résistance, sous toutes ses formes. Elle emprunte divers chemins mais obéit aux mêmes impératifs : « se rassembler pour rentrer comme rentre un pays, non une multitude d'individus »1 .
Réfugiés et résistants, réfugiés et combattants de la liberté, un seul et même sujet. Un seul verbe, rentrer. Un seul objet, la Palestine.
1 (Elias Sanbar, Figures du Palestinien, 2004).
Comité Action Palestine

Résister pour rester sur sa terre

le 5/9/2012 22:30:00 (*431 lectures*)

Réfugiés ou non, les Palestiniens dans l'entité sioniste sont le cauchemar de la société coloniale et de ses gouvernements successifs. Ces Palestiniens sont les gardiens de la terre de Palestine ; Leur résistance conduira au retour de tous les réfugiés.

La résistance du peuple palestinien a toujours constitué un obstacle pour l'accomplissement du projet colonial et raciste qui est d'établir un Etat juif pour les Juifs en Palestine. Ainsi les sionistes n'ont cessé depuis 60 ans d'utiliser tous les instruments à leur disposition pour mettre en oeuvre un programme d'épuration ethnique massive.

En 1947-1948, le pouvoir colonial juif expulsa 90% des Palestiniens qui vivaient dans la partie de la Palestine désormais sous occupation sioniste. Puis il s'acharna sur les 150 000 Palestiniens restants pour les déraciner de leur terre. L'objectif était de briser toute continuité démographique palestinienne, afin de faciliter la judaïsation de la Palestine en y implantant des colonies.

Dès 1948, 35 à 45000 Palestiniens furent expulsés de leurs villages, principalement situés en Galilée et déplacés vers d'autres zones. Avec la promulgation en 1950 de la loi dite des Propriétés des absents, ces palestiniens sont désignés par le pouvoir colonial juif comme des « présents absents ». Ils sont présents physiquement, mais absents légalement pour tout ce qui concerne leurs biens qui peuvent ainsi être saisis. De plus à partir 1952, l'Etat sioniste ayant déclaré qu'ils étaient sous sa responsabilité, ils ne furent plus considérés comme des réfugiés par les instances internationales qui ne leurs accordèrent plus leur soutien.

Cette politique de déracinement n'a pas stoppé depuis 60 ans. Dans le Naqab, les Bédouins en sont les continuelles victimes. Dans cette région, les autorités sionistes ont confisqué 93 % des terres sans aucune compensation et rasé des dizaines de villages pour y créer des agglomérations juives. Quand les Bédouins n'étaient pas expulsés vers Gaza, ils furent déportés et forcés à la sédentarisation dans des villes ghettos pour constituer une main d'œuvre bon marché. Plus de 70 000 d'entre eux résistent toujours à la judaïsation, à l'expropriation de leur terre et à leur **transfert**[1] Ils vivent dans des villages «

non reconnus » par l'Etat colonial et sont continuellement menacés d'expulsion, et de destruction de leurs biens et de leurs moyens d'existence.

Aujourd'hui l'ensemble des Palestiniens déplacés dans la Palestine de 48 représente environ 350 000 personnes, soit 25 % de la population palestinienne qui y vit. Réfugiés sous occupation coloniale, ils se battent pour faire reconnaître leur droit au retour. Organisés depuis 1992**, ils en appellent à l'abolition de la loi des Propriétés des absents et des autres lois racistes envers les Palestiniens. Ils en appellent à la restitution de leurs biens et au retour dans leurs foyers conformément à la résolution 194**. Ils considèrent tout accord qui exclurait leur Droit au retour comme nul et non avenu.

Réfugiés ou non, les Palestiniens dans l'entité sioniste sont le cauchemar de la société coloniale et de ses gouvernements successifs. Ces Palestiniens sont les gardiens de la terre de Palestine ; Leur résistance conduira au retour de tous les réfugiés.

Comité Action Palestine

Il y a 45 ans, la Naqsa : le « rêve » sioniste n'ira pas plus loin

Selon des plans qui existaient depuis la création de l'Etat-colonie Israël, une nouvelle Nakba s'abattait sur le peuple palestinien le 6 juin 1967. L'entité sioniste occupa alors l'ensemble de la Palestine historique, y compris al-Quds, ainsi que les hauteurs du Golan syrien et le Sinaï égyptien. La mise en place d'un gouvernement militaire pour ces

territoires avait été préparée dès 1963.
Comme en 1948, les forces militaires juives bombardèrent de nombreuses régions sans aucun intérêt stratégique militaire. Le seul objectif était de faire fuir la population palestinienne et de poursuivre l'épuration ethnique pour donner réalité au « rêve sioniste du Grand Israël ».
Selon des ordres du général Yitzhak Rabin, plusieurs villes et villages palestiniens furent entièrement détruits. La totalité du quartier marocain dans la vieille ville d'Al-Quds, jouxtant le Mur occidental du Haram esh Sharif, fut réduite à néant pour laisser place à l'Esplanade des Lamentations.
Dans un processus qui visait à terminer le travail d'épuration ethnique démarré 20 ans plus tôt, 400 à 450 000 Palestiniens furent expulsés par la force en juin 1967, la moitié d'entre eux étant déjà des réfugiés de 1948. Les camps de réfugiés de Ein as-Sultan, Aqbat Jabr, Nuweimeh et de al Ajajra près de Jéricho furent bombardés et le camp de Karameh sur la rive orientale du Jourdain totalement détruit en 1968.
Mais en 1967, contrairement à ce qui s'est passé au moment de la Nakba, la majorité de Palestiniens des nouveaux territoires occupés resta en place. Malgré tous les plans mis en œuvre pour finir le nettoyage ethnique, le cauchemar commençait alors pour l'entité sioniste car son projet colonial et raciste en Palestine n'irait pas plus loin. Depuis, le processus s'est même inversé puisque l'entreprise sioniste n'a cessé de reculer sous les coups de la résistance en 2000 au Liban, puis en 2005 à Gaza.
Pour pallier l'affaiblissement de son avant-poste au Moyen Orient, l'impérialisme occidental redouble d'efforts pour maintenir son hégémonie dans la région et mater toutes les résistances, qu'elles viennent des peuples ou des Etats. Dans ce contexte, la Syrie tient bon. Depuis plus d'un an, et malgré toutes les tentatives de déstabilisation orchestrées de l'étranger et la propagande, les puissances occidentales ont pour l'instant totalement échoué à détruire l'un des piliers de l'axe de la résistance (Iran, Liban, Gaza, Syrie). Pourvu que tout ce qui fasse obstacle aux plans impérialistes et sionistes s'inscrive dans la durée car l'impérialisme ne recule devant aucune atrocité pour arriver à ses fins.
En ce 45ème anniversaire de la Naqsa, force est de constater que la détermination des peuples est toujours victorieuse face

à l’injustice que représentent le colonialisme et l’impérialisme. Plus de 60 ans après la Nakba, force est de constater que la Palestine est toujours au centre des revendications des mouvements révolutionnaires dans les pays arabes et des choix stratégiques des Etats de la région. Ce constat est celui de l’échec du projet sioniste et annonce sa fin prochaine. Vive la résistance du peuple palestinien et des peuples arabes.
Comité Action Palestine

La colonisation juive de la Palestine : une épuration ethnique programmée

Selon les mythes sionistes, la terre de Palestine est la propriété exclusive des juifs. Mais tous les responsables sionistes savaient très bien dès le départ que cette terre n’était ni vide, ni désertique. D’où la nécessité d’un « transfert », c’est-à-dire d’une expulsion massive de la population palestinienne afin d’assurer une suprématie juive et de s’accaparer d’un maximum de terres.

Le projet colonial et raciste de créer en Palestine un Etat juif pour les juifs portait dès sa conception l’idée d’une épuration ethnique totale.

Présenté comme laïc, Théodor Herzl, le penseur du sionisme, utilisa les notions de « peuple élu » ou de « retour à la terre promise » pour motiver les Juifs à émigrer en Palestine. Les fondateurs du sionisme ont ainsi instrumentalisé les terminologies et les mythes bibliques, comme la notion de « Eretz Yisrael » qui signifie propriété, et les ont martelés jusqu’à la négation des réalités historiques. fs portait dès

sa conception l'idée d'une épuration ethnique totale.

L'expression « une terre sans peuple pour un peuple sans terre » est également attribuée à Herzl. Principale justification de la colonisation sioniste, elle nie l'existence même du peuple palestinien. Les fondateurs du sionisme, comme Israël Zangwill, bras droit d'Herzl, ou Chaim Weizmann, premier président de l'Etat d'Israël, mais aussi les Anglais dans la déclaration de Balfour, répèteront sans relâche ce slogan raciste et mensonger. Pour les sionistes comme pour tous les colonisateurs européens, la terre à conquérir est une terre vide de « civilisation ».

Selon les mythes sionistes, la terre de Palestine est la propriété exclusive des juifs. Mais tous les responsables sionistes savaient très bien dès le départ que cette terre n'était ni vide, ni désertique. D'où la nécessité d'un « transfert », c'est-à-dire d'une expulsion massive de la population palestinienne afin d'assurer une suprématie juive et de s'accaparer d'un maximum de terres.

«*Nous devons exproprier les propriétés privées. Nous devons inciter la population démunie à traverser la frontière en la privant d'emploi dans notre pays et en lui procurant un emploi dans les pays d'accueil. .Le processus d'expropriation et le retrait des pauvres doivent être menés discrètement et avec circonspection* » Théodor Herzl, 12 juin 1895.

Ainsi du début du XXème à nos jours, tous les responsables sionistes planifieront et mettront en œuvre cette politique d'épuration ethnique. Seules les méthodes changeront au cours des années. En 1937, David Ben Gourion déclare « *Nous devons expulser les arabes et prendre leur place* ». Il écrit également « *avec le transfert obligatoire, nous aurons de vastes territoires…Je suis pour le transfert obligatoire. Je ne vois rien d'immoral à cela* ».

Plusieurs plans de transfert seront mis en œuvre par les

sionistes à partir de 1945. Au mois d'avril 1948, Ben Gourion mettra à exécution le plan Dalet afin d'accélérer le nettoyage ethnique et de s'emparer du plus de terres possibles. Programmé par la Haganah, c'est-à-dire l'armée sioniste, le plan Dalet a organisé non seulement les destructions et les massacres, que l'on attribue habituellement aux seuls groupes terroristes juifs de l'Irgoun et du Stern, mais aussi le sabotage des infrastructures palestiniennes et des lignes de ravitaillement.

Mais la politique d'épuration ethnique est la pierre angulaire du sionisme. Aussi ne s'est-elle pas arrêtée après les transferts de masse de 1948. Elle a été poursuivie de manière systématique par tous les gouvernements de l'entité coloniale jusqu'à nos jours.

Comité Action Palestine

La Nakba : tout un peuple chassé de sa terre

L'entité sioniste s'est établie sur les massacres et l'expulsion des Palestiniens. La Nakba, cette « Grande Catastrophe », perdure pour les millions de réfugiés palestiniens, car leur condition de réfugié résulte du colonialisme sioniste. Par conséquent, leur retour en Palestine sur les terres dont ils ont été chassés, est incontournable pour la réalisation des droits nationaux du peuple palestinien dans sa totalité.

« *Dans le mois précédant la fin du Mandat (Britannique),*

l'Agence juive décida de faire sortir les Arabes des villes avant l'évacuation des troupes britanniques… Alors nous avons frappé avec force et mis la terreur dans le coeur des Arabes. Ainsi nous avons accompli l'expulsion de la population arabe des régions assignées à l'Etat juif. » Ménahem Bégin chef de l'Irgoun, milice sioniste 1948.

L'entité sioniste s'est construite sur une épuration ethnique sans précédent qui consista à massacrer et à expulser 90% de la population palestinienne. Entre décembre 1947, date du plan de partition à l'ONU qui décida du dépeçage de la Palestine, et l'armistice de juin 1949 qui «couronnait » l'occupation de 78% de la Palestine par les sionistes, 531 villes et villages palestiniens furent détruits, 800 000 Palestiniens furent chassés de chez eux, et plusieurs milliers furent massacrés. Environ la moitié des expulsions et des destructions eurent lieu avant le 15 mai 1948, (date officielle de déclaration de l'Etat sioniste), c'est-à-dire alors que la Palestine était encore sous mandat britannique. Les villes de Jaffa, Tibériade, Safad et Haifa tombèrent en avril-mai 1948 alors que les forces sionistes mettaient en action le plan Dalet.

Toutes les expulsions furent associées à des attaques des armées juives. Contrairement au discours sioniste, les interventions des armées arabes ne jouèrent aucun rôle dans ce processus planifié. Aucune des divisions arabes n'entra dans les zones passées sous contrôle sioniste en mai 1948, ne serait-ce que pour secourir les populations palestiniennes. Elles furent toujours en minorité numéraire, n'excédant pas 36 000 combattants face à une armée sioniste dont les effectifs doublèrent entre début 48 et juin 49, passant de 65 000 à 120 000 soldats.

Les massacres faisaient clairement partie de la stratégie de nettoyage ethnique et ouvraient chaque phase d'expulsion. Le plan d'attaque était toujours le même : les forces sionistes encerclaient le village, ménageant une seule issue pour la fuite des habitants, massacraient ceux qui voulaient rester et

laissaient fuir quelques survivants pour répandre la nouvelle aux alentours. Avant mai 1948, 17 massacres furent commis dont le plus connu est celui de Deir Yassin. La seconde phase d'épuration débuta en juillet par le massacre de Lydda, précédant l'expulsion, sur l'ordre de Yizhak Rabin, des 60 000 habitants des villes de Lydda et Ramla. Puis il y eut, entre autres, les massacres al-Tira, Tantoura et Ijzi. Le plus important et méconnu des massacres fut commis fin octobre 1948 à al-Dawayima dans le district de Al Khalil (Hébron). Cinq cent quatre vingt habitants furent exécutés, dont au moins 50 alors qu'ils s'étaient réfugiés dans la mosquée du village. En tout, 34 massacres furent commis par les forces sionistes entre décembre 1947 et juin 1949.

L'entité sioniste s'est établie sur les massacres et l'expulsion des Palestiniens. La Nakba, cette « Grande Catastrophe », perdure pour les millions de réfugiés palestiniens, car leur condition de réfugié résulte du colonialisme sioniste. Par conséquent, leur retour en Palestine sur les terres dont ils ont été chassés, est incontournable pour la réalisation des droits nationaux du peuple palestinien dans sa totalité.

Comité Action Palestine

1967 : La Naqsa

Contrairement à ce qui s'est passé au moment de la Nakba, en 1967, la majorité de Palestiniens des nouveaux territoires occupés reste en place. Le cauchemar démographique commence alors pour l'entité sioniste puisque la perspective d'une population palestinienne majoritaire au sein de l'entité coloniale devient tout à fait possible.

Selon des plans qui existaient depuis la création de l'Etat-colonie Israël, une nouvelle Nakba s'abat sur le peuple palestinien en juin 1967. L'entité sioniste occupe l'ensemble de la Palestine historique ainsi que les hauteurs du Golan syrien et le Sinaï égyptien. La mise en place d'un gouvernement militaire pour ces territoires avait été préparée dès 1963.

Comme en 1948, les forces militaires juives bombardent de nombreuses régions sans aucun intérêt stratégique militaire. Le seul objectif est de faire fuir la population palestinienne et de poursuivre l'épuration ethnique.

Selon des ordres du général Yitzhak Rabin, plusieurs villages palestiniens sont entièrement détruits tels qu'Imwas, Yalu et Beit Nuba dans le district de Latroun au Nord-Ouest de Jérusalem. Les villages de Beit Marsam, Beit Awa, Jiftlik, Nuseirat, Arajish et al-Burj sont aussi rasés, ainsi qu'une grande partie de la ville de Qalqilya. La totalité du quartier Marocain dans la vieille ville d'Al-Quds, jouxtant le Mur occidental du Haram esh Sharif, est réduite à néant pour laisser place à l'Esplanade des Lamentations.

Les Palestiniens sont une nouvelle fois expulsés par la force, certains sont transférés hors de Cisjordanie en bus et en camion par l'armée. D'autres sont contraints de signer sous la menace des documents attestant qu'ils partent volontairement. Plus d'un tiers (400 à 450 000 personnes) de la population des nouveaux territoires occupés est expulsé en 1967. Dans un processus qui vise à terminer le travail d'épuration ethnique démarré 20 ans plus tôt, la moitié des Palestiniens expulsés en 1967 sont déjà des réfugiés de 1948 et sont déplacés pour la seconde fois. Les camps de réfugiés de Ein as-Sultan, Aqbat Jabr, Nuweimeh et de al Ajajra près de Jéricho sont bombardés. Le camp de Karameh sur la rive orientale du Jourdain est quant à lui détruit en 1968.

Mais contrairement à ce qui s'est passé au moment de la Nakba,

en 1967, la majorité de Palestiniens des nouveaux territoires occupés reste en place. Le cauchemar démographique commence alors pour l’entité sioniste puisque la perspective d’une population palestinienne majoritaire au sein de l’entité coloniale devient tout à fait possible.

Malgré tous les plans mis en œuvre depuis pour finir le nettoyage ethnique ou contraindre les Palestiniens à partir, depuis 2005, la population palestinienne en Palestine (territoires de 48, Cisjordanie, Gaza, Jerusalem) excède en nombre la population juive. Cela annonce la victoire du peuple indigène sur le colonialisme.

Comité Action Palestine